

# Pas d'état de grâce pour le gouvernement Michel

## Que pensent les Belges du gouvernement Michel ? « Le Soir » livre le premier sondage.

**L**e grand enseignement de ce premier sondage de la législature, c'est le fossé nord-sud. Ainsi, la suédoise n'ira pas au bout pour une majorité de francophones mais atteindra son but pour une majorité de Flamands. Dans le même ordre

d'idées, Charles Michel ne part qu'avec 32 % d'intentions favorables côté francophone, contre... 58 % en Flandre.

L'autre point qui frappe, c'est la défiance et/ou l'ignorance vis-à-vis de la plupart des membres du gouvernement. Inquiétant et normal à la fois. La coalition est inédite et jusqu'ici, la plupart de ses membres n'ont travaillé que dans leur propre communauté. ■



## Flamands et francophones divisés face à la suédoise

- ▶ Charles Michel se lance dans la législature avec un score qui lui permet d'espérer.
- ▶ Neuf ministres sont inconnus au bataillon pour les personnes interrogées.
- ▶ Entre Flamands et francophones, on n'est pas d'accord sur le saut d'index, sur la pension à 67 ans.
- ▶ La suédoise durera cinq ans ? On le croit au nord, pas au sud.

**Q**ue pensent les Belges du gouvernement Michel ? Des ministres qui le constituent ? Des mesures socio-économiques de l'accord ? Nous avons sondé 1.244 Belges, dès l'annonce de la composition de l'équipe. Un test de confiance mais aussi de popularité. Analyse des résultats.

**Un bon score pour le Premier ministre, surtout en Flandre.** Charles Michel fera-t-il un bon Premier ministre ? Les Belges sont très divisés sur la question : 47 % d'entre eux estiment que oui, 53 % pensent que non. C'est le premier enseignement de notre sondage express, réalisé dès l'annonce de la composition du

gouvernement. Certes, le chef de la coalition suédoise n'atteint pas, sur tout le Royaume, la moitié des suffrages... Mais il fait légèrement mieux qu'Elio Di Rupo, en 2011, crédité à l'époque, dans un sondage comparable, de 45 % d'intentions favorables. Et ce alors que Charles Michel,

avant d'entrer en Seize, n'avait pas la popularité qui était celle d'Elio Di Rupo en 2011. Mais le principal élément à retenir de ce sondage est sans conteste l'appréciation très différente au nord et au sud du pays. Charles Michel part en effet avec... 58 % d'intentions favorables en Flandre, contre seulement 32 % chez les francophones.

**Quatre membres du gouvernement au-dessus des 50 %.** Charles Michel a quelques sujets d'inquiétude cependant, dont celui-ci : quatre membres de son gouvernement seulement obtiennent plus de 50 % d'opinions favorables eu égard à l'exercice de leurs compétences ministérielles : Kris Peeters, Didier Reynders, Alexander De Croo et Maggie De Block, soit trois vice-Premiers, et la recordwoman flamande en termes de popularité. Une bonne nouvelle en soi : tous les quatre exerçaient déjà des responsabilités sous la législature précédente (à la Région

pour Kris Peeters) ; leur bonne cote est un gage de confiance en leur (capacité de) gestion. En revanche, Jan Jambon, vice-Premier N-VA, ministre de l'Intérieur, divise Flamands et francophones (il est loin d'être le seul, comme on le verra par ailleurs). Rien de surprenant. Mais, plus que d'autres, le numéro un de la N-VA

dans le gouvernement Michel est attendu au tournant. Il a, moins que d'autres, droit à l'erreur, laquelle plomberait aussitôt un gouvernement Michel qui doit encore faire ses preuves.

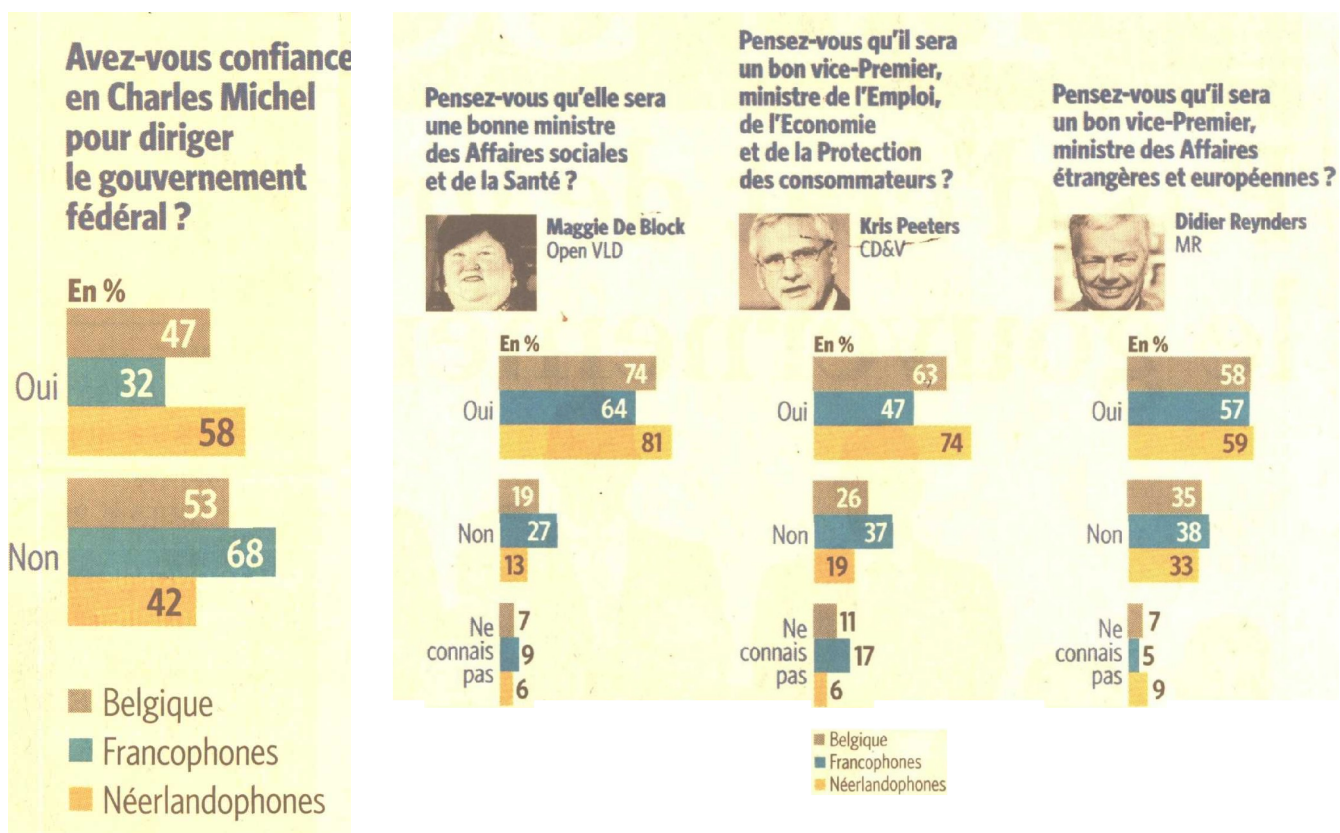
**La moitié du gouvernement reste un mystère pour la population.** « Je ne connais pas cette personne » : la réponse s'impose pour neuf membres de l'équipe Michel. C'est beaucoup. C'est normal aussi : nous avons à faire à une coalition inédite, avec une N-VA que seul Bart De Wever incarne aux yeux des citoyens, au sud du pays. Aucun des ministres nationalistes flamands n'a jamais exercé de compétence ministérielle ; il sera intéressant de suivre, au fil de la législature, l'évolution de leur indice de confiance, une fois qu'ils auront pleinement pris possession de leur département. Ajoutez encore que, seul parti francophone à bord, le MR est représenté par six ministres (en plus de Charles Michel) dont la plupart sont à peu près inconnus au bataillon au nord du pays, voire (Hervé Jamar, Marie-Christine Marghem, Jacqueline Galant) encore très peu connus au sud. Normal : ils étaient, jusqu'ici, « simples » députés. A eux de jouer. Ce n'est qu'un début.

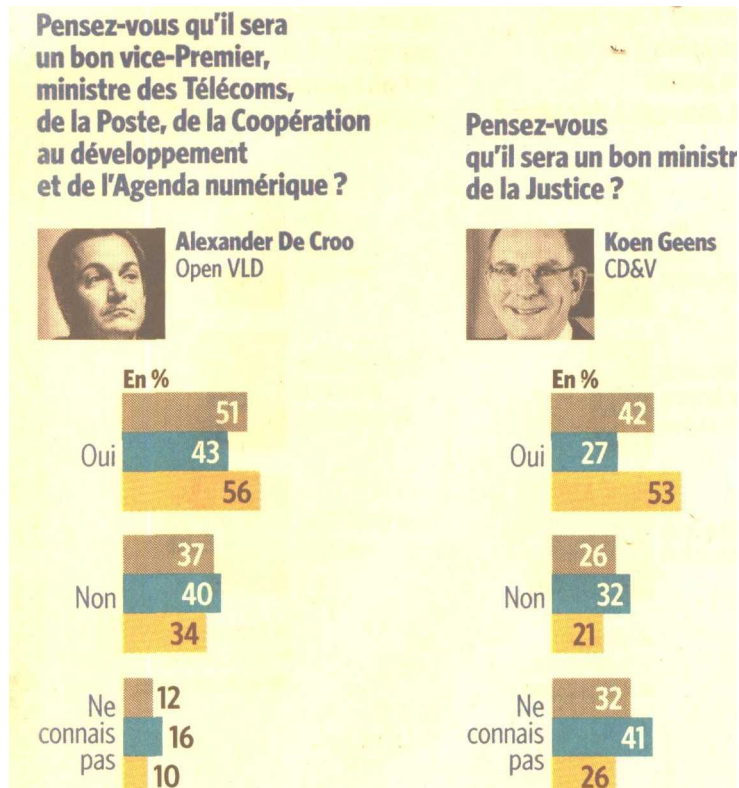
**Une fracture nord/sud en filigrane de tout le sondage.** C'est sans doute l'élé-

ment qui marque le plus, dans ce sondage : la profonde division entre les mondes francophone et flamand. C'est logique quand on sonde la popularité de ministres qui, pour la plupart, n'étaient jusqu'ici connus que de leur communauté linguistique. Ça l'est déjà moins lorsqu'il s'agit de mesurer l'indice de confiance du Premier ministre (lire ci-contre). Mais la frontière linguistique se dessine aussi lorsqu'on demande aux personnes sondées leur appréciation sur les mesures imaginées par la coalition suédoise. Tant sur le saut d'index que sur l'allongement des carrières, le fossé est net entre l'opposition des Wallons et les réticences (moins marquées) des Flamands (lire page 4). Et c'est encore plus affirmé quand on sonde les Belges sur leur perception de la coalition : irait-elle jusqu'au bout de la législature ? Evidemment, pour une majorité de Flamands, bien sûr, que non pour une large part de francophones. Logique, la coalition suédoise n'ayant le soutien de d'un tiers des électeurs, côté francophone. Un souci, pour Charles Michel : l'opposition sera dure, le risque de chauffe sociale élevé ; surtout au sud du pays. ■

DAVID COPPI

VERONIQUE LAMQUIN





### Les ministres francophones peu connus

Le pourcentage de Belges qui ne les connaissent pas

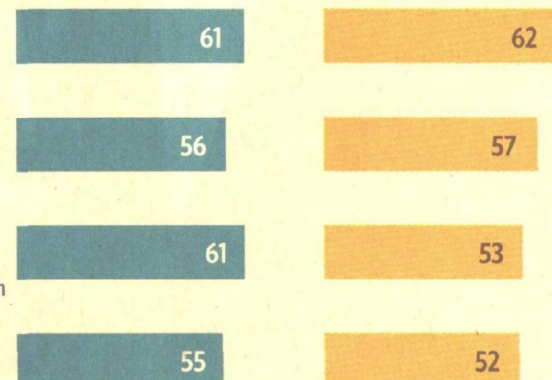


Le pourcentage de francophones qui ne les connaissent pas



Le pourcentage de néerlandophones qui ne les connaissent pas

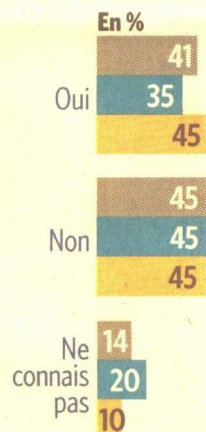
### Les ministres néerlandophones peu connus



### Pensez-vous qu'il sera un bon secrétaire d'Etat au Commerce extérieur ?



Pieter De Crem  
CD&V



### Pensez-vous qu'il sera un bon secrétaire d'Etat à la lutte contre la fraude sociale et à la Protection de la vie privée ?



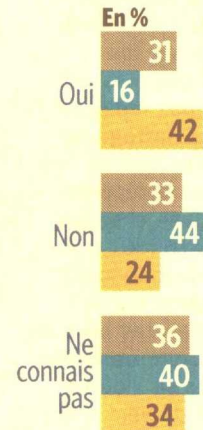
Bart Tommelein  
Open VLD



### Pensez-vous qu'il sera un bon vice-Premier, ministre de l'Intérieur et de la Régie des bâtiments ?



Jan Jambon  
N-VA



#### MÉTHODOLOGIE

#### 1.244 Belges sondés

Cette vague de 1.244 répondants, forme un échantillon représentatif des Belges de 18 ans et plus. Les interviews ont eu lieu via l'Ipsos On Line Panel du 10 au 12 octobre 2014. La marge d'erreur maximale sur l'échantillon complet est de +/- 2.8.

## Une prestation de serment sous le signe du V

Ce que l'on retiendra d'une prestation de serment bien plus protocolaire (et rapide) que celle du gouvernement Di Rupo en 2011 ? Le cri du cœur de Maggie De Block au Roi : « J'en rêvais, de ces compétences ». Mais, surtout, une lettre, V, celle qu'ont dessinée les doigts de trois représentants de la N-VA, lorsqu'ils ont juré fidélité au Roi et obéissance à la Constitution. Jan

Jambon et, après lui, Steven Vandeput et Théo Francken (photo) ont eu ce geste ; un manifeste nationaliste en plein Palais royal ? « Sincèrement, je l'ai fait par habitude. Il n'y avait pas d'intention cachée », affirmait après coup le nouveau ministre de l'Intérieur. Très vite, il apparaît qu'Elio Di Rupo et Laurette Onkelinx avaient eux aussi eu ce geste en 2011. (V.La.) © PHOTO NEWS

## social Les Belges ne veulent pas travailler plus longtemps

Nous avons également soumis à l'appréciation des Belges plusieurs mesures qui figurent dans l'accord suédois. A l'évidence, le gouvernement Michel devra faire preuve de pédagogie pour faire passer des projets qui sont manifestement fort peu populaires. Surtout, l'appréciation de ces mesures diffère largement selon que l'on se situe au Nord ou au Sud de la frontière linguistique. Lo-

gique, au vu des résultats électoraux, plutôt à droite en Flandre, plutôt à gauche en Wallonie.

**Faire passer l'âge de la pension à 67 ans : recalé.** C'est l'une des mesures dont on parle le plus : les quatre partis ont décidé de relever l'âge légal de la retraite. Il passera à 66 ans en 2025, 67 ans en 2030. Objectif avoué : assurer la pérennité de notre système de pensions, malgré l'inflation du coût du

vieillesse. Las, l'idée ne passe pas. Surtout pas côté francophone. Ainsi, plus d'un Belge sur deux (55 %) trouve qu'il s'agit là d'une mauvaise décision. Ils sont 60 % des francophones à le penser, contre 51 % des Flamands. Un quart des personnes sondées (26 %) ne se prononce pas (ils sont légèrement plus nombreux en Flandre), ce qui laisse donc une marge de conviction pour le gouvernement Michel. Enfin, près d'un Belge sur cinq (19 %) approuve la mesure, ils sont, là aussi, légèrement plus nombreux au Nord du pays (22 %) qu'au Sud (16 %).

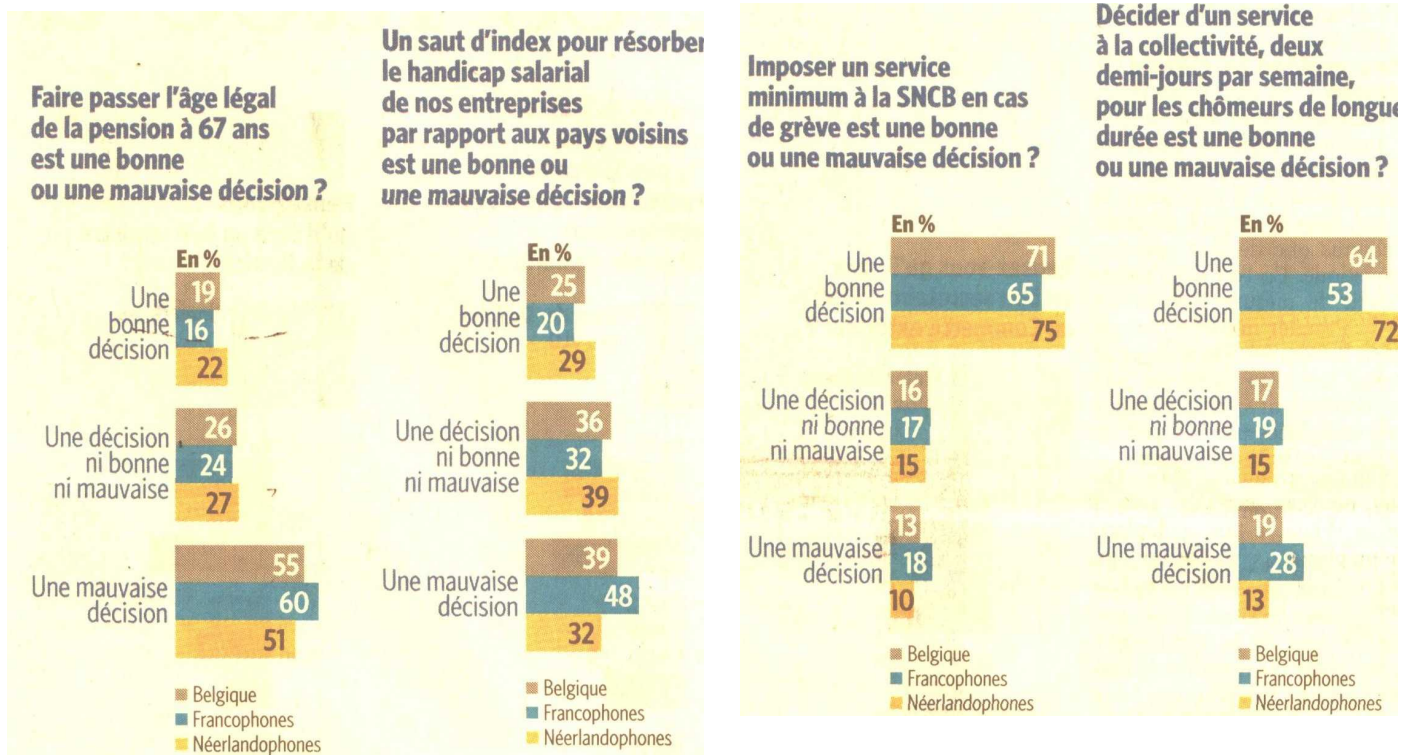
**Appliquer un saut d'index pour résorber le handicap salarial : bof.** Le saut d'index divise les Belges. Un quart d'entre eux estime qu'il s'agit d'une bonne décision pour améliorer la compétitivité de nos entreprises. Plus d'un tiers (36 %) ne se prononce pas (« ni bonne ni mauvaise décision »). Mais près de quatre Belges sur dix (39 %) n'en veulent pas. Ici aussi, les résultats diffèrent selon qu'on est au Nord ou au Sud de la frontière linguistique. Ainsi, l'idée est jugée positivement par 29 % des Flamands (mais 20 % des francophones), et négativement par 48 % des francophones (mais 32 % des Flamands).

**Imposer un service minimum à la SNCB en cas de grèves : oui** Le gouvernement Michel entend « demander à Infrabel et à la SNCB de formuler, en

concertation avec les partenaires sociaux, une proposition visant à prévoir un service garanti en cas de grèves ». On sait les syndicats plutôt frileux à cette idée. Mais « si aucun accord n'a été trouvé dans un délai raisonnable, le gouvernement prendra lui-même une initiative législative ». Excellente idée, estiment une large majorité de Belges (71 %). Ils ne sont que 19 % à estimer qu'il s'agit d'une mauvaise initiative ; 16 % des Belges ne se prononcent pas. Là aussi, les différences Nord/Sud se marquent : 75 % des Flamands applaudissent des deux mains, ils sont quand même encore 65 % de francophones à faire pareil.

**Instaurer un service à la collectivité : oui.** Le gouvernement suédois a inscrit dans l'accord le service à la collectivité, deux demi-jours par semaine, pour les chômeurs de longue durée. Une idée saluée par les Belges : 64 % des personnes sondées jugent qu'il s'agit d'une « bonne décision ». De nouveau, une fracture Nord-Sud se marque : 72 % des Flamands sont favorables à l'idée, ils ne sont que 53 % des francophones. A noter que cette mesure, pour être mise en œuvre, passera par les Régions et communes. Or, au Sud du pays, c'est peu dire que la proposition ne suscite pas l'enthousiasme. ■

VERONIQUE LAMQUIN



# LE ROI

## Un 5,4/10 à Philippe pour son rôle dans la formation du gouvernement

Le roi Philippe récolte une cote suffisante mais pas satisfaisante pour son rôle dans la formation du gouvernement. Une cote somme toute logique : le roi Philippe a été très discret durant les négociations fédérales. Le 4 octobre, le *Soir* avait fait les comptes : le nombre de consultations royales est nettement moins important que sous Albert II. Ainsi, en 58 jours, les coformateurs n'ont fait un rapport intermédiaire qu'à deux reprises au Roi. Le résultat à la fois d'une volonté du Palais de ne pas intervenir dans le jeu politique, mais aussi de l'attitude d'une nouvelle génération politique, qui ne considère plus que le Roi a un rôle majeur à jouer dans les négociations. Voilà, sans doute, pourquoi les Belges ne busent ni ne plébiscitent Philippe.

Donnez une note, de 0 à 10, au Roi Philippe, pour son rôle dans la formation du gouvernement fédéral



# DE WEVER

## Le président de la N-VA pas indispensable dans le gouvernement

Bart De Wever aurait-il dû faire partie du nouveau gouvernement ? Pour près de six sondés sur dix (59 %), c'est clair : sa présence n'était pas indispensable. Un avis partagé au nord comme au sud du pays, même si la réponse est plus appuyée chez les francophones (65 %) que chez les néerlandophones (56 %). L'homme qui a bouté les socialistes hors du fédéral peut donc tranquillement savourer sa victoire depuis l'hôtel de ville d'Anvers : minoritaires sont ceux qui lui font grief d'avoir conservé son mandat de président de la N-VA plutôt que de prendre en charge la destinée de cette suédoise qu'il a tant désirée. Une différence de plus avec Elio Di Rupo qui, en 2011, avait pris la tête du gouvernement qu'il venait de former.

P.LT

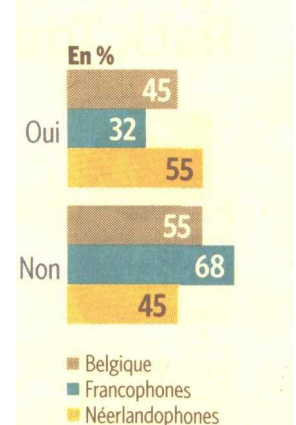
# LEGISLATURE

## Les francophones sceptiques sur les chances de survie de la coalition suédoise

Ce gouvernement fédéral conduira-t-il le pays jusqu'au scrutin législatif de 2019 ? Pour 55 % des personnes interrogées, c'est non. Les Flamands apparaissent plus optimistes quant aux chances de cette coalition « suédoise » : 55 % des néerlandophones pensent que le gouvernement Michel ira jusqu'au terme de la législature. De l'autre côté de la frontière linguistique, la perception est tout autre : près de sept francophones sur dix (68 %) ne croient pas à une durée

de vie équivalant à un quinquennat pour cet attelage de centre-droit. Un clivage qui correspond à la représentativité de chacune des composantes de cette coalition, majoritaire en Flandre mais minoritaire au sein du corps électoral francophone.

Ce gouvernement ira-t-il au bout de son mandat de 5 ans ?



## Bart De Wever aurait-il dû faire partie du gouvernement fédéral ?

